



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)**

N°06/CSEFRS/2023

CONCERNANT

**LA LOCATION ANNUELLE DES LICENCES D'UTILISATION
DES LOGICIELS POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE
L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

- LOT UNIQUE -

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 9: DUREE DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE	7
ARTICLE 10: DELAI D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 11: MONTANT DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE.....	7
ARTICLE 12: NATURE DES PRIX	8
ARTICLE 13: CARACTERE DES PRIX.....	8
ARTICLE 14: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 15: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES.....	8
ARTICLE 16: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES	8
ARTICLE 17: RECEPTIONS DEFINITIVES	8
ARTICLE 18: COMITE DE SUIVI	9
ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	9
ARTICLE 22: RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	9
ARTICLE 24: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	10
ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT.....	10
ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
CHAPITRE II : CLAUSES PARTICULIERES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	12
ARTICLE 27: CONSISTANCE DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 28: MAINTENANCE ET SUPPORT TECHNIQUE.....	13
ARTICLE 29: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET	13
ARTICLE 30: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	14



APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°06/CSEFRS/2023

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert national sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

ET

D'UNE PART

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de :

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

3) *Cas des coopératives ou union des coopératives :*

Monsieur , Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de , au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.
(Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution
des prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à la location annuelle des licences d'utilisation des logiciels pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Le présent marché a pour objet la location des licences d'exploitation de produits Microsoft Office 365, Veeam Backup pour Microsoft Office 365 et « ShortPoint package » pour Microsoft SharePoint ainsi que la mise à jour, la maintenance et le support technique.

Le Conseil possède actuellement un tenant de 200 utilisateurs au niveau de Microsoft « csefrsma.onmicrosoft.com »

Désormais, le Conseil est éligible à bénéficier des prix académiques relatifs à l'utilisation et l'exploitation des licences d'office 365. Ainsi le conseil souhaite souscrire les licences Microsoft Office 365 A5 pour 100 utilisateurs sur son tenant actuel.

Dans le cadre du présent marché, le prestataire de service s'engage à assurer au maître d'ouvrage les droits d'utilisation des logiciels décrits ci-dessous, qui doivent être activés au nom du CSEFRS.

Les prestations, objet du présent marché reconductible, consistent en ce qui suit :

- La location annuelle des licences d'utilisation de Microsoft Office 365 A5 pour 100 utilisateurs ;
- La location annuelle des licences d'utilisation de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365 pour 200 utilisateurs ;
- La location annuelle d'une licence d'utilisation « ShortPoint package » pour Microsoft SharePoint

Ces prestations sont détaillées au chapitre 2.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales ;
3. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché reconductible est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N ° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 142 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 143 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché reconductible seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'agent comptable détaché auprès du Conseil, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;

5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises.

Le prix N°01 constitue le corps d'état principal et ne peut en aucun cas faire l'objet de la sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est d'une **(01) année renouvelable d'année en année par tacite reconduction** sans toutefois que cette durée ne puisse excéder **(05) cinq années**.

La première période commencera à courir à partir de la date de commencement prescrite par l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la prestation.

Nonobstant la reconduction du marché par période annuelle, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au marché, après préavis écrit d'un (01) mois, notifié au titulaire.

Dans le cas où le titulaire désire mettre fin au marché reconductible, il est tenu d'en aviser le Conseil par lettre recommandée, trois (03) mois avant l'échéance.

ARTICLE 10: DELAI D'EXECUTION

Les licences d'utilisation de Microsoft Office 365 A5, de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365 et de « ShortPoint Package » pour Microsoft SharePoint doivent être livrées pour exploitation à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution de la prestation.

Aussi, si le maître d'ouvrage déclare que les prestations fournies ne sont pas conformes aux spécifications techniques du marché, le titulaire est tenu de procéder sans frais aux redressements nécessaires dans un délai de **deux (2) jours** à compter de la notification faite par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 11: MONTANT DU MARCHE RECONDUCTIBLE

Le montant annuel du marché reconductible correspondra à la redevance annuelle.

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage sera tenu de solder le présent marché reconductible à hauteur du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 12: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 13: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 14: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE, CAUTIONNEMENT DÉFINITIF ET RETENUE DE GARANTIE

- a) Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **Cinq mille deux cent Dirhams (5.200 Dirhams)**.
- b) Le cautionnement définitif est fixé à **3% (Trois pour Cent)** du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
- c) Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 15: ASSURANCES CONTRE LES RISQUES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 16: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES

A la réception des licences annuelles d'utilisation de Microsoft Office 365 A5, de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365 et de « ShortPointe Package » pour Microsoft SharePoint, objet de la location, le maître d'ouvrage s'assure de leur conformité avec les spécifications techniques du marché, et prononcera la réception provisoire partielle.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle signé conjointement par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché.

ARTICLE 17: RECEPTIONS DEFINITIVES

1. Réception définitive annuelle :

Une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage au terme de chaque année, si le titulaire a rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive dressé et signé conjointement par le comité de suivi au sein du Conseil désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

2. Réception définitive globale :

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la réception définitive de la dernière année, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive globale des prestations, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible, un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 18: COMITE DE SUIVI

Pour l'exécution du marché, le Conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :

- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.
- Signer les procès-verbaux de réceptions provisoires partielles et définitives conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible.

ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT

Il sera procédé au règlement des prestations à la réception des licences annuelles d'utilisation de Microsoft Office 365 A5, de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365 et de « ShortPointe Package » pour Microsoft SharePoint, objet de la location, et au vu du procès-verbal de réception provisoire partielle.

A cet effet, le maître d'ouvrage établit des décomptes des prestations réellement exécutées sur la base des factures produites par le titulaire en cinq (5) exemplaires arrêtées en toutes lettres et comportant sa signature, son cachet et son numéro de compte bancaire R.I.B.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations dans les délais fixés par l'ordre de service, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant du marché. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur la facture de la période correspondante.

Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint sur un exercice, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 22: RÉSILIATION DU MARCHÉ

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 24: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent contrat, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;

- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi.



CHAPITRE II : CLAUSES PARTICULIERES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 27: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

27.1 Prix N°1 : Location annuelle des licences Microsoft Office 365 A5 :

Dans le cadre du présent marché, le prestataire mettra à disposition du CSEFRS des licences d'utilisation de Microsoft Office 365 A5 pour 100 utilisateurs, permettant, au minimum, l'accès aux outils suivants :

Couverture de licence	Installable sur des PC ou des Mac, téléphones et tablettes (5 par utilisateur)
Applications Office	Outlook, Word, Excel, PowerPoint, Power Query Excel et Power Pivot, OneNote, Access, Sway, Publisher, Office Online, InfoPath
Collaboration et communication	Exchange Plan2, OneDrive Plan2, SharePoint, Skype Entreprise, Teams, Yammer, Système téléphonique
Comptes et sécurité	Azure Active Directory Premium P2, Microsoft Intune, Cloud App Security, Azure Information Protection Plan2, Azure Multi-Factor Authentication, Azure Rights Management, Azure Advanced Threat Protection, Renseignement sur les menaces, Customer Lockbox, Office Advanced Threat Protection, Gestion des appareils mobiles pour Office 365
Système d'exploitation	Windows 10 Entreprise E5
Applications professionnelles	Power BI, Planificateur, Stream Plan2, StaffHub, Flow Flow for Office 365 P2, PowerApps, Connexions Microsoft, Listes Microsoft, Réservations Microsoft, Kaizala, Forms, To-Do, Minecraft : édition Éducation
Services supplémentaires	MyAnalytics, eDiscovery, Synchronisation des données, Administration d'accès privilégié Office 365
Sauvegarde /Restauration des données :	<p>Permettre la sauvegarde de la messagerie en locale et sur un espace de 3To sur le Cloud</p> <p>La stratégie de sauvegarde sera comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sauvegarde incrémentielle journalière ; ▪ Sauvegarde complète hebdomadaire ; ▪ La durée de rétention sera de 6 mois ; ▪ Permettre la restauration complète ou granulaire ; ▪ Permettre l'exploitation et l'administration via une console d'administration personnalisée. <p>Toutefois, le CSEFRS peut modifier selon ses besoins cette stratégie.</p>
Antivirus/Anti-spam :	<p>En plus de la couche basique Antivirus/anti-spam garantie par Office 365, le prestataire est tenu de souscrire un abonnement Antivirus/Anti-spam pour une protection avancée de la messagerie Office 365 pour le domaine du CSEFRS indépendamment du nombre d'utilisateurs. Cette protection permettra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Augmenter la disponibilité de service de messagerie via l'utilisation de plusieurs relais MX distribués dans plusieurs Data center assurant ainsi un excellent niveau de Haute Disponibilité. ▪ Optimiser l'utilisation de la bande passante et la sécurité en bloquant tout le trafic indésirable et/ou illicite avant son arrivée sur le réseau du CSEFRS. ▪ Optimiser le niveau de délivrabilité des messages transactionnels sortant en passant par des relais de messagerie avec des IPs de très bonne réputation. Les IPs publics du CSEFRS ne seront plus visibles sur internet.

- Avoir un contrôle total sur la politique de filtrage mail avec une console d'administration Web Très intuitive.
- Gérer les quarantaines.
- Editer des rapports et journaux des flux mail entrants et sortants.
- Permettre l'exploitation et l'administration via une console d'administration personnalisée.

27.2 Prix N°2 : Location annuelle des licences d'exploitation de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365 :

Le prestataire mettra à disposition du CSEFRS des licences d'utilisation de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365 pour 200 utilisateurs.

Les licences doivent permettre l'accès aux fonctionnalités principales suivantes :

- Protéger les données Office 365 contre les suppressions accidentelles, les menaces liées à la sécurité et les lacunes des stratégies de rétention Microsoft ;
- Stocker les données en local en appliquant des stratégies de rétention à long terme pour respecter des obligations réglementaires ou de conformité ;
- Restaurer rapidement des objets et fichiers individuels Office 365, à partir de la sauvegarde locale en s'appuyant sur des outils offrant la meilleure flexibilité de restauration du marché ;
- Restaurez exactement ce qu'il faut — ni plus ni moins — grâce aux fonctionnalités avancées de recherche granulaire ;
- Renforcer la sécurité des données de sauvegarde Office 365 grâce à l'authentification multi-facteur ;
- Répondre aux obligations légales et aux exigences de conformité grâce à l'efficacité des options d'e-discovery permettant de localiser très rapidement un contenu spécifique. Cette fonctionnalité doit permettre la réduction du délai de restauration (RTO).

27.3 Prix N°3 : Location annuelle des licences d'exploitation de « ShortPoint Package » pour Microsoft SharePoint :

« ShortPoint Package » pour Microsoft SharePoint est un module complémentaire de SharePoint qui permet la conception, la création et la personnalisation des interfaces pour les sites internes SharePoint.

Les licences d'exploitation de « ShortPoint Package » pour Microsoft SharePoint permettent l'accès aux principales fonctionnalités suivantes :

- **Page Builder** : Génère des pages intranet captivantes, modernes et attrayantes ;
- **Theme Builder** : Génère des thèmes qui reflètent la culture et la marque de l'entreprise ;
- **Connect** : SharePoint peut lire les données de tous les systèmes. Il s'intègre à toutes les applications ;
- **Integrated Templates** : permet d'exploiter et de personnaliser des modèles de Template.

ARTICLE 28: MAINTENANCE ET SUPPORT TECHNIQUE

Pendant toute la durée du marché, le prestataire est tenu d'assurer la maintenance et le support technique ainsi que l'installation des mises à jour des logiciels.

ARTICLE 29: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET

A la remise de l'ordre de service de commencement, le prestataire doit proposer, pour la validation du maître d'ouvrage, un profil répondant aux exigences suivantes :

- **1 ingénieur** avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec des compétences dans les domaines suivants :
 - Microsoft Office 365 ;
 - Plateforme de travail collaboratif SharePoint ;

La certification en Office 365 est un atout.

ARTICLE 30: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

N° prix	Désignation des prestations	Unité de mesure	Quantité (1)	Prix unitaire par en dirhams hors TVA (3)	Prix Total hors taxes 3 = 1 x 2
				(2)	
1	Location annuelle des licences Microsoft Office 365 A5	Utilisateur	100		
2	Location annuelle des licences d'exploitation de l'outil de sauvegarde Veeam Backup pour Microsoft Office 365	Utilisateur	200		
3	Location annuelle des licences d'exploitation de ShortPoint package pour Microsoft SharePoint	Utilisateur	1		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20 %)					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix détail estimatif à la somme de :.....
 Dirhams TTC au titre de la redevance annuelle.



CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°06/CSEFRS/2023

**OBJET : LOCATION ANNUELLE DES LICENCES D'UTILISATION DES LOGICIELS POUR
LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Abdelatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">KHADDOU BENIELLOUN Directrice du pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>